

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT DE BOURGOGNE

Dijon, le 7 septembre 2009

Groupe de Subdivisions de Côte d'Or  
29, rue Louis de Broglie – 21000 DIJON

Affaire suivie par M. Laurent EUDES  
29, rue Louis de Broglie – 21000 DIJON  
Téléphone : 03.80.28.84.67 – Télécopie : 03.80.28.84.61  
Adresse mél : laurent.eudes@industrie.gouv.fr

Site internet : [www.bourgogne.drire.gouv.fr](http://www.bourgogne.drire.gouv.fr)

G:\ENVIRONNEMENT\Documents communs\Installations  
Classées\Etablissements\ALCAN (PEFE) Dijon\2007-2009 DDAE\Rap ALCAN  
Coderst.odt

LE/CL/2009.396

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**  
**en CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT**  
**ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**  
**Séance du 1<sup>er</sup> octobre 2009**

**OBJET** : Demande en date du 31 juillet 2007 avec compléments en date du 18 septembre 2007  
de la société ALCAN PACKAGING FLEXIBLE EUROPE.  
Installation de fabrication d'emballages souples sur le territoire de la commune de Dijon.

**REFERENCE DU DOSSIER** : Transmission du 26 septembre 2007 du Préfet de Cote d'Or

**I - PETITIONNAIRE**

**1.1 - Identité :**

<u>Raison sociale</u>	: ALCAN PACKAGING FLEXIBLE EUROPE
<u>Siège social</u>	: 7, Place du Chancelier Adenauer à 75018 PARIS
<u>Etablissement</u>	: 24, rue de la Stéarinerie – BP 150 – 21000 Dijon
<u>Téléphone</u>	: 03 80 42 31 00
<u>Fax</u>	: 03 80 42 31 23
<u>N° SIRET</u>	: 389 703 844 0032
<u>Code NAF</u>	: 287 C
<u>Effectif</u>	: 300
<u>Activité principale</u>	: Fabrication d'emballages souples en papier et/ou matières plastiques comportant notamment une opération d'impression

**1.2 - Capacités techniques et financières :**

ALCAN est le deuxième producteur mondial d'aluminium de première fusion et figure parmi les leaders dans les technologies de ce secteur.

Le Groupe ALCAN emploie 34000 salariés dans le monde au sein de 181 unités d'exploitation réparties dans 30 pays et régions.

Le chiffre d'affaire de l'établissement ALCAN de Dijon est de 53 437 K€ en 2006.

### 1.3 - Situation administrative :

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 24 janvier 2003
- Droit d'antériorité en date du 23 mai 2005 concernant l'exploitation de deux tours aéroréfrigérantes
- Arrêté préfectoral complémentaire du 16 mai 2002 relatif à la surveillance des eaux souterraines

## **II - OBJET DE LA PETITION**

Demande d'autorisation d'exploiter suite à augmentation des capacités de production.

Le volume des bains de traitement de surface passe de 9 500 litres à 18 000 litres et la production de 109 millions de m<sup>2</sup>/an d'emballages souples à 150 millions en 2009 suite à la mise en place d'une imprimeuse 36l en lieu et place de la 25l.

## **III – PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR**

### 1. Caractéristiques du site d'implantation

Les activités développées par la Société ALCAN PACKAGING FLEXIBLE EUROPE sont la fabrication d'emballages souples complexes, enduits imprimés ou non, destinés essentiellement à l'industrie alimentaire mais également à l'industrie pharmaceutique.

Le site produit également des cylindres gravés pour l'impression par héliogravure.

L'établissement est implanté rue de la Stéarinerie, sur le territoire de la commune de Dijon. Il occupe une surface de 44 071 m<sup>2</sup> répartis comme suit :

1. Superficie construite : 25 298 m<sup>2</sup>
2. Superficie bitumée : 7 621 m<sup>2</sup>
3. Superficie d'espace vert : 11 152 m<sup>2</sup>

Les principaux ateliers et installations implantés sur le site sont :

- l'atelier de fabrication des cylindres d'impression (centre graphique),
- l'atelier de préparation des encres,
- les ateliers d'impression et de complexage,
- l'atelier de découpe des opercules,
- les zones de stockage (cellules des matières premières, des cylindres d'impression, des produits semi-finis, des encres et vernis conditionnés) les hangars et l'atelier d'expédition des emballages,
- les services administratifs,
- le parc à déchets.

## 2. Classement et situation administrative des IC concernées par la demande:

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

N° rubriques	Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature IC	Volume	Régime (AS, A-SB, A, D, NC)	Situation administrative (a,b,c,d,e,f)
1111-2-b	2. Substances et préparations liquides b) supérieure ou égale à 250 kg, mais inférieure à 20 t	2 cuves de 1 200 l et 1 cuve de 1 270 l <b>Bains de chromage contenant du trioxyde de chrome (CrO<sub>3</sub>) : 3,7 t</b>	A 1 km	a
1432-2-a	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables 2 – Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m <sup>3</sup>	<u>Catégorie B / réservoirs enterrés avec double enveloppe et détection de fuite :</u> Solvants : 190m <sup>3</sup> (1) acétate d'éthyle : 1 cuve de 40m <sup>3</sup> et 1 cuve de 15 m <sup>3</sup> méthyléthylcétone : 2 cuves de 40 et 15 m <sup>3</sup> (2) Alcool éthylique : 1 cuve de 35 m <sup>3</sup> (3) N-propanol : 1 cuve de 5 m <sup>3</sup> mélange (1) + (2) + (3) : 1 cuve de 20 m <sup>3</sup> mélange (1) + (2) : 1 cuve de 20 m <sup>3</sup> <u>Catégorie B / réservoirs aériens</u> Cuves Encre et Vernis : 32 m <sup>3</sup> Fûts et conteneurs Encre et Vernis : 150 m <sup>3</sup> Dosing : 10 m <sup>3</sup> Cuves de solvant liés au distillateur : 8 m <sup>3</sup> Encre et solvants au centre graphique : 2 m <sup>3</sup> <b>Quantité maximale totale équivalente présente sur le site : 240 m<sup>3</sup></b>	A 2 km	b
1434-1-a	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables 1 – Installations de chargement de véhicules citerne, de remplissage de récipients mobiles ou de réservoirs de véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation étant : a) supérieur ou égal à 20 m <sup>3</sup> /h	Distribution des solvants et vernis dans les ateliers : 33 m <sup>3</sup> /an <b>Débit maximum cumulé : 33 m<sup>3</sup>/an</b>	A 1 km	b
1434-2	Installation de remplissage ou de liquides inflammables 2 – installation de chargement ou déchargement desservant un dépôt de liquide inflammable soumis à autorisation	Un poste de dépôtage alimentant les réservoirs enterrés de solvants  Un poste de remplissage des cuves aériennes par des conteneurs de vernis	A 1 km	b
2450-2-a	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique 2 – Héliogravure, flexogravure La quantité totale de produits consommés pour revêtir le support est : a) supérieure ou égale à 200 kg/jour	Atelier d'impression par héliogravure (5 imprimeuses : 20l, 30l, 33l, 34l et 36l et 2 laqueuses : 14L et 17L) <b>Quantité maximale : 15 000 kg/jour</b>	A 2 km	e
2564-1	Nettoyage, dégraissage, décapage de surface (métaux, matières plastique, ...) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Le volume des cuves de traitement étant : 1 – supérieur à 1 500 litres	2 machines à laver pour le nettoyage des cylindres d'impression et des outils fonctionnant par pulvérisation de solvant et sont associées chacune à 2 cuves de 1 m <sup>3</sup> <b>Total des cuves de traitement : 4 m<sup>3</sup></b>	A 1 km	a

2565-2-a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique...) de surfaces métalliques par voie électrolytique ou chimique 2 – Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement de mise en œuvre étant : a) supérieur à 1 500 litres	Nickelage (1 cuve de 500 l) Cuivrage (2 cuves de 1000 l, 2 cuves de 1180 l et 4 cuves de 1200 l) Chromage (1 cuve de 1270 l et 2 cuves de 1200 l) Soude (1 cuve de 1270 l et 2 cuves de 1 200 l) 1 cuve de préparation de 1 000 l <b>Volume total : 18 000 l</b>	A 1 km	e
2910-A-2	Combustion A – Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, du gaz de pétrole liquéfié, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, la puissance thermique maximale de l'installation étant : 1 – supérieure ou égale à 20 MW	Chauffage des bâtiments : 4,90 MW Chauffage des procédés : 7,03 MW 2 oxydeurs thermiques récupératifs équipés chacun de 2 brûleurs de 1,40 MW ou 1,75 MW – Total : 6,3 MW <b>Puissance totale maximale : 18,3 MW</b>	A 2 km	b
2920-2-a	Réfrigération ou compression 2 – Dans tous les autres cas : a) la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW	Installations de froid industriel : 1 141 kW Installations de climatisation : 317 kW Production d'air comprimé : 1 compresseur de 90 kW 7 groupes haute pression (total) : 13 kW <b>Puissance totale : 1 561 kW</b>	A 1 km	b
1510-2	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantités supérieures à 500 t dans des entrepôts couverts Le volume des entrepôts étant : 2 – supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup>	Entrepôt couvert (stockage des matières premières, des produits semi-finis et des cylindres d'impression) 715 tonnes de matières premières combustibles dans magasins et stockage 538 tonnes de produits semi finis dans 1 cellule de stockage de produits semi finis <b>Volume total des cellules de stockage : 26 000 m<sup>3</sup></b>	D	b
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 2 – supérieure ou égale à 50 kW mais inférieure à 500 kW	Découpe des opercules : 180 kW Centre graphique : 113 kW Atelier d'entretien : 35 kW Découpe mandrins en acier : 62 kW <b>Puissance totale : 390 kW</b>	D	b
2915-2-a	Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 2 – Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale des fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l	Atelier d'impression : (5 chaudières gaz thermofluides et plusieurs installations électriques thermofluides) Distillateur : (1 chaudière thermofluide) <b>Quantité maximale : 7 600 l</b>	D	b
2921-2	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air 2 – Lorsque l'installation est du type "circuit primaire fermé"	1 tour de refroidissement de type "circuit primaire fermé"	D	b
2950	Traitement et développement des surfaces photosensibles à base argentique 2 – Autres cas (radiographie médicale, arts graphiques, photographie, cinéma) b) La surface annuelle traitée étant supérieure à 5000 m <sup>2</sup> mais inférieure ou égale à 50000 m <sup>2</sup>	Atelier de photogravure	D	b
1111-1	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques 1 – Substances et préparations solides c) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t : DC	Trioxyde de chrome (CrO <sub>3</sub> ) : <b>quantité inférieure à 200 kg</b>	NC	-
1131-2	Emploi ou stockage de substances ou préparations toxiques 2 – Substances et préparations liquides La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : c) supérieure ou égale ) 1 t mais inférieure à 10 t : DC	Chlorure de nickel (NiCl <sub>2</sub> ) : <b>quantité inférieure à 1 t</b>	NC	-

1433-A	Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables A – Installations de simple mélange à froid La quantité totale équivalente de liquides susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure à 5 t, mais inférieure à 50 t : DC	Atelier des encres et vernis 2 capacités de 60 litres chacune <b>Capacité équivalente totale : 120 litres</b>	NC	-
1433-B	Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables B – Autres installations La quantité totale équivalente de liquides susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure à 1 t, mais inférieure à 10 t : DC	Distillateur de l'installation de lavage des outillages <b>Quantité totale : 2,2 t</b>	NC	-
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	<b>Puissance maximale utilisable en courant continu : 43 kW</b>	NC	-

AS autorisation - Servitudes d'utilité publique  
A-SB autorisation – Seuil Bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000  
A autorisation  
D déclaration  
NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB

Au vu des informations disponibles, les installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée sont repérées de la façon suivante :

- (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité
- (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée
- (c) Installations exploitées sans l'autorisation requise
- (d) Installations non encore exploitées pour lesquelles l'autorisation est sollicitée
- (e) Installations déjà exploitées, mais faisant l'objet d'une extension ou modification notable
- (f) Installations dont l'exploitation a cessé.

La portée de la demande concerne les installations repérées (c ), (d) et (e).

Il est à noter que l'établissement n'est pas SEVESO haut, ni même bas.

En revanche, l'établissement relève de la Directive IPPC au titre de la rubrique principale 2450 relative à l'impression.

3. Synthèse de l'étude d'impact présentée par l'industriel (inconvenients et moyens de prévention : flux, impacts, surveillance, techniques, performances, coût)

## **Intégration dans l'environnement**

L'occupation industrielle du site date de 1903 ; depuis lors, des activités diverses y ont été exploitées en continu, de sorte que le paysage de l'établissement lui-même et de ses abords a été fondamentalement influencé par cette présence toujours significative.

L'établissement ALCAN se situe dans un quartier urbanisé ; il est entouré d'habitations sur la quasi-totalité de sa périphérie.

Le site est bordé sur sa partie Ouest par des voies SNCF et par le Canal de Bourgogne.

Depuis l'extérieur de l'établissement, la vue de l'observateur est captée par l'ensemble des constructions et des murs de clôture qui le ceinturent, et qui laissent peu apercevoir la disposition intérieure de la propriété.

Il n'existe pas de bâtiment de grande hauteur, ni aucun élément qui se détache notablement de l'ensemble par sa masse, excepté la cheminée de la chaudière atelier.

Il n'est pas prévu de prendre des mesures nouvelles d'insertion paysagères en tant que telles, mais on notera que :

- Du côté de la rue de la Stéarinerie, un alignement de grands arbres dissimule partiellement les bâtiments les plus âgés du site,
- Les bâtiments les plus récents ont été réalisés dans un souci de meilleure intégration visuelle, en utilisant des couleurs agréables et des effets de volume privilégiant la discrétion.

## **Eau et sols**

L'intégralité de l'eau utilisée provient du réseau AEP.

La consommation d'eau se décline comme suit :

1. 500 m3/an pour l'activité de traitement de surface des cylindres
2. 1 500 m3/an pour les eaux de refroidissement (TAR)
3. 3 000 m3/an pour les eaux sanitaires.

Le seul rejet industriel est celui des eaux de traitement de surface. Le rejet est conforme à l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 relatif aux installations de traitement de surface après traitement en interne.

L'ensemble des eaux rejoignent le réseau communal unitaire pour traitement à la station de Dijon – Longvic.

L'impact sur l'eau est aujourd'hui fiable et maîtrisé. Il y a quelques années encore, la consommation était supérieure à 100 000 m3/an.

Les eaux pluviales du site sont rejetées via 6 exutoires (dont 2 équipés de débourbeurs – déshuileurs) dans le réseau d'eaux usées de Dijon, réseau unique qui recueille les eaux usées et les eaux pluviales.

Pour ce qui est des eaux souterraines, elles font l'objet d'un suivi par la mise en place d'un réseau de 4 piézomètres suite à une pollution aux hydrocarbures dans les années 2000. La qualité des eaux est aujourd'hui satisfaisante.

## **Air**

En matière d'émissions gazeuses, les seules émissions notables sont celles liées à l'utilisation de COV (acétate d'éthyle, méthyléthylcétone, éthanol, nPropoanol).

Aucun composé à phase de risque R45, R46, R49, R60, R61 et halogénées étiquetées R40 ne sont utilisés sur le site et autorisés.

Le site emploie environ 2 000 tonnes de COV par an. Ceci se traduit par un rejet limité à environ 160 tonnes/an émis sous forme de rejets diffus et canalisés via les deux oxydeurs thermiques.

En effet, le site est équipé de 2 oxydeurs thermiques dit SIRRI et DURR. Les analyses des rejets des dernières années montrent des résultats conformes à la réglementation.

Par ailleurs, l'exploitant respecte l'article 28.1 de l'arrêté ministériel intégré du 2 février 1998. Ainsi, un plan de gestion est établi chaque année et contrôlé par l'inspection. Les émissions tant diffuses (en quantité) que canalisées (en quantité et qualité) sont conformes à la législation.

**L'augmentation de capacité de production ne s'accompagne pas d'une augmentation notable des rejets lesquels resteront limités à 150 Tonnes par an. Par ailleurs l'exploitant substituera en 2010 et 2011 une grande partie des vernis contenant des solvants par des vernis à l'eau. ceci se traduira par une diminution de environ 300 tonnes / an de COV utilisés.**

## **Bruit**

Une campagne de mesures acoustiques a été réalisée (jour et nuit) en 8 points, installations en fonctionnement normal, en janvier 2006).

Les mesures montrent que l'émission sonore actuelle du site génère :

- un impact perceptible la nuit aux points n° 2 et 4 (secteurs Nord-Ouest et Nord-Est de l'établissement, c'est-à-dire quai de Belfort et rue de la Stéarinerie),
- et un dépassement de l'émergence autorisée principalement la nuit aux points n° 5, 6 et le jour et la nuit au point n° 7 (zones à émergence réglementée).

Afin d'anticiper et de minimiser les nuisances sonores pouvant être liées à la nouvelle imprimeuse, elle a été réalisée sur une dalle flottante et bénéficie d'autre part de toutes les améliorations techniques possibles pour minimiser les nuisances sonores.

Afin de limiter les émissions sonores, un programme d'inspection et de maintenance va être lancé sur les sources d'émissions sonores afin d'identifier des dysfonctionnements qui pourraient engendrer des bruits anormaux.

## **Déchets**

En 2006, ALCAN a produit 2 543 tonnes de déchets répartis comme suit :

ORIGINE			NATURE DES DECHETS			GESTION DES DECHETS			
Code	Cat.	Origine	Désignation du déchet	Quantité produite T/an	Conditionnement (lieu de stockage intermédiaire sur le site)	Niveau	Type d'élimination	Transporteur	Nom du centre d'élimination, le lieu et la distance
20 01 01	DIND	Atelier d'impression	Papier & carton	236	Bennes	1	Recyclage	REVAL SERVICES 21850 Saint Apollinaire	REVAL SERVICES 21850 Saint Apollinaire
20 01 38	DIND	Palettes usagées	Bois	127	Bennes	1	Réemploi	RECUPAL	RECUPAL
15 01 01	DIND	Atelier d'impression	Papier + hot-melt	660	Benne	1	Recyclage	REVAL SERVICES 21850 Saint Apollinaire	REVAL SERVICES 21850 Saint Apollinaire
15 01 05	DIND	Atelier d'impression	Papier + film	35	Benne	1	Valorisation énergétique	REVAL SERVICES 21850 Saint Apollinaire	REVAL SERVICES 21850 Saint Apollinaire
15 01 02	DIND	Atelier d'impression	Film polystyrène	9	Bennes	1	Recyclage	REVAL SERVICES 21850 Saint Apollinaire	REVAL SERVICES 21850 Saint Apollinaire
20 01 40	DIND	Ensemble de l'usine	Mandrins et ferrailles	100	Bennes	1	Recyclage	GODARD	GODARD
20 01 40	DIND	Atelier d'impression et tous secteurs de l'établissement	Aluminium + laque Aluminium + papier Aluminium + film	335	Balles	1	Recyclage		
20 01 39	DIND	Tous ateliers	Bouteilles en plastique	qques Kg		1	Recyclage	C RVD	CRVD
20 01 02	DIND	Laboratoires du site	Verre	qques Kg	Fûts	1	Centre drambon	CRVD	CRVD
20 03 01	DIND	Tous secteurs de l'établissement	DIB en mélange	749	Bennes	1		REVAL SERVICES 21850 Saint Apollinaire	REVAL SERVICES 21850 Saint Apollinaire
08 01 11	DID	Atelier d'impression	Déchets de peinture et de vernis contenant des solvants	166	Fûts métalliques	1	Incinérés, valorisés, régénérés		
13 01 10	DID	Atelier d'impression, finition, découpes opercules et centre graphique	Huiles hydrauliques usagées	2,1	En vrac	1	Récupération énergétique	CRHD	SEVIA/SRRHU à Brazey (21)
11 01 09	DID	Atelier de galvanoplastie	Boues d'hydroxydes	2,4	Bennes	3	CET classe 1	TECHNYGIENE (21)	CET classe 1
11 01 05	DID	Atelier de galvanoplastie	Bains de galvanoplastie	27,5	Bacs en plastique	2	Régénération	TECHNYGIENE (21)	TREDI Hombourg (68)
11 01 07	DID	Atelier de galvanoplastie	Déchets de dégraissage	1,5	Bacs en plastique	2	Régénération	TECHNYGIENE (21)	TREDI Hombourg (68)
15 02 02	DID	Atelier d'impression	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons souillés	21,8	Sacs étanches et fermés	1	Régénérés	WATCO Ecoservice – Amnéville (57)	WATCO Ecoservice – Amnéville (57)
09 01 04	DID	Développement de films photographiques	Révéléateur, fixateur	1	Fûts plastiques	1	Régénérés	WATCO Ecoservice – Amnéville (57)	WATCO Ecoservice – Amnéville (57)
16 05 06	DID	Laboratoire	Déchets de laboratoire (échantillons d'analyse)	440 kg	Fûts plastiques	2			EDIB Dijon (21)
12 01 03	DID	Centre Graphique	Cuivre (copeaux d'usinage)	15	Bennes	1	Recyclés	COFERMET & SAINÉ	
15 01 10	DID		Emballages souillés	20,8	Benne étanche	2	Incinérés et régénérés avec récupération d'énergie	CJCR et SARP MARTELET	TREDI Salaise sur Sanne (38) EDIB Dijon (21)
20 01 21	DID	Ensemble usine	Néons	170 kg	Benne étanche	2	Régénérés	TECHNYGIENE (21)	EDIB Dijon (21)
13 05 07	DID	Séparateur d'hydrocarbures	Eau + hydrocarbures	2,5	Éliminés en temps réel	1	Régénérés	TECHNYGIENE (21)	CHIMIREC Montmorot (39)
16 10 01	DID	Nettoyage d'une rétention	Eau souillée	10,3	Éliminés en temps réel	1	Régénérée	TECHNYGIENE (21)	CHIMIREC Montmorot (39)



## Trafic

Les activités actuelles d'ALCAN engendrent aux abords de l'établissement, donc de Dijon, un trafic routier moyen ainsi évalué :

- personnes : 470 passages/jour
  - marchandises : 36 passages/jour
- soit un trafic cumulé de l'ordre de 506 passages/jour.

Ce trafic total est donc modeste par rapport au trafic global relevé dans le secteur ; ainsi, il représente environ 4,8 % du trafic relevé rue de la Stéarinerie, voie par laquelle transite l'essentiel du trafic entrant et sortant de l'établissement. La fraction "poids lourds" n'en représente de surcroît qu'environ 0,3 %.

La réalisation du projet prévoit une augmentation du trafic de poids lourds de l'ordre de 3 véhicules/semaine, soit 150 poids lourds par an. L'impact sur la rue de la Stéarinerie, route par laquelle on accède à l'usine, sera très faible puisque cela représentera seulement une augmentation de 0,5 véhicule/jour.

## Impact sanitaire.

L'augmentation de capacité de production de 109 millions de m<sup>2</sup>/an à 150 Millions de m<sup>2</sup> ne s'accompagne que d'une très faible augmentation des rejets essentiellement sous forme de COV.

En effet l'imprimeuse 36I est plus respectueuse de l'environnement que l'ancienne 25I.

L'impact sanitaire a été évalué conformément aux recommandations nationales selon les guides de l'INERIS de 2003 et de l'INVS de 2000.

Il apparaît que les Indices de Risque ( IR) sont inférieurs à 1 comme en témoigne le tableau ci-dessous :

	INDICE RISQUE ALCAN							
Scénarios d'exposition inhalation	Maison Rotonde	Immeuble stéarinerie	Maison Goujon	Maison Belfort	Crèche familiale	Crèche Tarnier	Hôpital général	Ecole Bernard
MEC	0.009	0.013	0.010	0.018	0.003	0.000	0.001	0.005
NO <sub>2</sub>	0.056	0.043	0.038	0.039	0.015	0.002	0.003	0.046
Chrome VI	0.016	0.015	0.003	0.005	0.003	0.0001	0.0003	0.003
IR cumulé	<b>0.081</b>	<b>0.071</b>	<b>0.050</b>	<b>0.062</b>	<b>0.020</b>	<b>0.002</b>	<b>0.004</b>	<b>0.053</b>

Les IR cumulés estimés sur les huit récepteurs spécifiques pour les substances à effet de seuil sont inférieurs à l'unité. Selon les termes de l'INVS ils correspondent à des situations tout à fait acceptables en terme de risque à long terme sur la santé pour les substances présentant un effet de seuil.

Il est à noter que l'ensemble des rejets en COV ont été assimilés à des MEC car c'est la seule molécule qui présente une VTR. Cette façon de faire est conservative.

Le tableau suivant rassemble pour le scénario d'exposition, par inhalation au chrome VI, (sans effet de seuil) les expositions chroniques attribuables au site aux différents récepteurs spécifiques.

	INDICE RISQUE ALCAN							
Scénarios d'exposition inhalation	Maison Rotonde	Immeuble stéarinerie	Maison Goujon	Maison Belfort	Crèche familiale	Crèche Tarnier	Hôpital général	Ecole Bernard
Moy annuelle usine seule simulée ARIA (µg/m <sup>3</sup> )	1.3.10 <sup>-4</sup>	1.2.10 <sup>-4</sup>	2.0.10 <sup>-5</sup>	4.0.10 <sup>-5</sup>	2.0.10 <sup>-5</sup>	1.0.10 <sup>-6</sup>	2.0.10 <sup>-6</sup>	2.0.10 <sup>-5</sup>
Excès de risque unitaire (µg/m <sup>3</sup> )	4.0.10 <sup>-2</sup>	4.0.10 <sup>-2</sup>	4.0.10 <sup>-2</sup>	4.0.10 <sup>-2</sup>	4.0.10 <sup>-2</sup>	4.0.10 <sup>-2</sup>	4.0.10 <sup>-2</sup>	4.0.10 <sup>-2</sup>
Excès de risque individuel	5.2.10 <sup>-6</sup>	4.8.10 <sup>-6</sup>	8.0.10 <sup>-7</sup>	1.6.10 <sup>-6</sup>	8.0.10 <sup>-7</sup>	4.0.10 <sup>-8</sup>	8.0.10 <sup>-8</sup>	8.0.10 <sup>-7</sup>

Les excès de risque individuel résultants sont très inférieurs à l'objectif de protection de la santé 10<sup>-5</sup> couramment retenu ( OMS notamment).

## Avis du maire sur la remise en état du site

Sans objet au cas présent.

4. Synthèse de l'étude des dangers présentée par l'industriel (risques, causes, conséquences, gestion, mesures, coût)

L'étude de dangers réalisée dans le cadre de cette demande d'autorisation d'exploiter répond aux prescriptions et aux principes de la réglementation en vigueur relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

**L'étude des dangers a notamment été menée conformément à l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.**

Les conséquences des risques identifiés au sein de l'établissement ALCAN PACKAGING de Dijon sont évaluées par l'intermédiaire de plusieurs scénarii d'accidents. Les deux types d'accidents majeurs recensés sont l'incendie et l'explosion.

**Les scénarii d'incendie sont dimensionnés dans l'hypothèse où les mesures actives de protection incendie (extinction automatique par arrosage d'eau de type sprinkler) sont mises en échec.**

Suite à l'analyse des risques, les quatre scénarii sélectionnés sont :

1. L'incendie généralisé du bâtiment coloriste. Le dimensionnement porte sur les effets de flux thermiques rayonnés et la dispersion atmosphérique des fumées.
2. L'incendie généralisé du magasin des supports d'impression. Le dimensionnement porte sur les effets de flux thermiques rayonnés et la dispersion atmosphérique des fumées.
3. Le feu de flaque dans la cuvette de rétention des cuves de vernis. Le dimensionnement porte sur les effets de flux thermiques rayonnés et la dispersion atmosphérique des fumées.
4. L'explosion d'une machine à laver. Le dimensionnement porte sur les effets de surpression consécutifs à l'explosion.

L'évaluation des distances d'effets, de la gravité des conséquences, de la cinétique, de la probabilité d'occurrence des scénarii majeurs d'accident est synthétisée à travers les quatre fiches scénario ci-après :

➤ Fiche scénario 1

	Quelles sont les distances d'effets ?	Quelle est la gravité des conséquences potentielles sur l'homme à l'extérieur du site ?	Quelle est la cinétique ?	Quelles sont les barrières actives ou humaines significatives ?	Quelle est la probabilité ?
<b>Incendie généralisé du bâtiment coloriste existant</b>	<p><u>Rayonnement</u> :</p> <p>Effets létaux significatifs (D8) : 12 m</p> <p>Effets létaux (D5) : 17 m</p> <p>Effets irréversibles (D3) : 24 m</p> <p><u>Effets toxiques (fumées)</u> :</p> <p>Non atteint</p>	<p>Pour les effets thermiques et toxiques, il n'y a pas de dangers significatifs pour l'homme à l'extérieur du site</p> <p>→</p> <p><b>"sans conséquence"</b></p>	<p>Durée de montée en puissance du phénomène depuis le départ de feu jusqu'à l'incendie généralisé de l'ordre d'une heure</p>	<p><b>Extinction automatique en 2008</b> par sprinkler avec mélange eau et Agent Formant Film Flottant</p> <p><b>Moyens humains et matériels d'intervention</b> (équipe de 1<sup>ère</sup> et de 2<sup>ème</sup> intervention, organisation d'astreinte, Plan d'Opération Interne, extincteurs, RIA, poteaux incendies, ...)</p>	<p><b>Niveau C</b></p> <p><b>"Improbable"</b></p>

➤ Fiche scénario 2

	Quelles sont les distances d'effets ?	Quelle est la gravité des conséquences potentielles sur l'homme à l'extérieur du site ?	Quelle est la cinétique ?	Quelles sont les barrières actives ou humaines significatives ?	Quelle est la probabilité ?
<b>Incendie du magasin des supports d'impression</b>	<p><u>Rayonnement</u> :</p> <p>Effets létaux significatifs (D8) : 14 m</p> <p>Effets létaux (D5) : 22 m</p> <p>Effets irréversibles (D3) : 34 m</p> <p><u>Effets toxiques (fumées)</u> :</p> <p>Non atteint</p>	<p>Il n'y a pas de danger significatif pour l'homme lié aux fumées.</p> <p>Pour les effets thermiques, le flux correspondant aux effets irréversibles pour l'homme sort des limites de propriété sur 7m, au niveau du Quai de Belfort. Il ne touche pas les premières habitations.</p> <p>Notons que le mur de clôture de 2m de hauteur en limite de propriété n'est pas pris en compte dans le calcul alors qu'il va former un écran contre la dispersion des flux thermiques.</p> <p>On considère de manière conservatoire que 1 à 10 personnes peuvent potentiellement être exposées aux effets irréversibles lors de l'incendie</p> <p>→</p> <p><b>"Gravité sérieuse (IV)"</b></p>	<p>Durée de montée en puissance du phénomène, depuis le départ de feu jusqu'à l'incendie généralisé de l'ordre d'une heure</p>	<p><b>Extinction automatique</b> par sprinkler à l'eau</p> <p><b>Moyens humains et matériels d'intervention</b> (équipe de 1<sup>ère</sup> et de 2<sup>ème</sup> intervention, organisation d'astreinte, Plan d'Opération Interne, extincteurs, RIA, poteaux incendies, ...)</p>	<p><b>Niveau D</b></p> <p><b>"Très Improbable"</b></p>

➤ Fiche scénario 3

	Quelles sont les distances d'effets ?	Quelle est la gravité des conséquences potentielles sur l'homme à l'extérieur du site ?	Quelle est la cinétique ?	Quelles sont les barrières actives ou humaines significatives ?	Quelle est la probabilité ?
<b>Feu de nappe dans la cuvette de rétention des vernis</b>	<p><u>Rayonnement</u> :</p> <p>Effets létaux significatifs (D8) : 10 m</p> <p>Effets létaux (D5) : 14 m</p> <p>Effets irréversibles (D3) : 18 m</p> <p><u>Effets toxiques (fumées)</u> :</p> <p>Non atteint</p>	<p>Pour les effets thermiques et toxiques, il n'y a pas de dangers significatifs pour l'homme à l'extérieur du site</p> <p>→</p> <p><b>"Sans conséquence"</b></p>	<p>Durée de montée en puissance du phénomène, depuis le départ de feu jusqu'à la pleine puissance de l'incendie de l'ordre d'une à dix minutes</p>	<p><b>Séparation des pompes / cuves</b>, avec rétention spécifique de 5 m<sup>3</sup> et détection de fuite</p> <p><b>Extinction automatique en 2008</b> par déluge avec mélange eau et Agent Formant Film Flottant</p> <p><b>Moyens humains et matériels d'intervention</b> (équipe de 1<sup>ère</sup> et de 2<sup>ème</sup> intervention, organisation d'astreinte, Plan d'Opération Interne, extincteurs, RIA, poteaux incendies, ...)</p>	<p><b>Niveau D</b></p> <p><b>"Très Improbable"</b></p>

➤ Fiche scénario 4

	Quelles sont les distances d'effets ?	Quelle est la gravité des conséquences potentielles sur l'homme à l'extérieur du site ?	Quelle est la cinétique ?	Quelles sont les barrières actives ou humaines significatives ?	Quelle est la probabilité ?
<b>Explosion dans l'enceinte de la machine à laver n° 2</b>	<p>Effets létaux significatifs (D200) : 5 m</p> <p>Effets létaux (D140) : 5 m</p> <p>Effets irréversibles (D50) : 10 m</p>	<p>L'ordre de surpression de 50 mbar (effet irréversible) sort de 5 m des limites du site sur la rue de la Stéarinerie, sans toucher les premières habitations situées bien au-delà de la chaussée.</p> <p>On considère de manière conservatoire que 1 à 10 personnes peuvent potentiellement être exposées aux effets irréversibles lors de l'explosion</p> <p>→</p> <p><b>"Gravité sérieuse (IV)"</b></p>	<p>Rapide</p>	<p><b>Mesure d'amélioration : mise en place en 2007 de volets apportant un débit d'air ambiant supplémentaire</b> (afin de diminuer la concentration en vapeur de solvant et de prévenir la formation d'une atmosphère explosive)</p>	<p><b>Niveau C</b></p> <p><b>"Improbable"</b></p>

- Synthèse des 4 scénarii considérés

Le tableau ci-après présente les distances d'effets, la cinétique, la gravité des conséquences et la probabilité des scénarii majeurs d'accident de l'établissement, selon les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005. Cette évaluation tient compte des mesures d'amélioration mises en place ou prévues par ALCAN.

Distances d'effets, cinétiques, gravité des conséquences et probabilité des scénarii majeurs d'accident  
(avec mesures d'amélioration)

Scénario		Type d'effet	Effets létaux significatifs	Effets létaux	Effets irréversibles	Gravité	Cinétique	Probabilité
1	Incendie généralisé du bâtiment coloriste existant	Thermique	12 m	17 m	24 m	Sans conséquence	Environ 1 heure entre le départ de feu et l'incendie généralisé	C
		Toxique (fumées)	NA	NA	NA			
2	Incendie du magasin des supports d'impression	Thermique	14 m	2 m	34 m	Sérieux IV	Environ 1 heure entre le départ de feu et l'incendie généralisé	D
		Toxique (fumées)	NA	NA	NA			
3	Feu de nappe non maîtrisé dans la cuvette de rétention des vernis	Thermique	10 m	14 m	18 m	Sans conséquence	Environ 10 minutes entre le départ de feu et la pleine puissance de l'incendie	D
		Toxique (fumées)	NA	NA	NA			
4	Explosion dans l'enceinte de la machine à laver n° 2	Surpression	5 m	5 m	10 m	Sérieux IV	Rapide	C

NA : Non atteint (le seuil correspondant à l'effet concerné n'est pas atteint).

- Appréciation des risques

Seuls les scénarii 2 "Incendie du magasin des supports d'impression" et 4 "Explosion dans l'enceinte de la machine à laver n° 2" sont susceptibles de présenter des effets sur l'homme à l'extérieur des limites de l'établissement.

Ces deux scénarii sont positionnés en fonction de leur couple "Probabilité / Gravité" dans la grille d'appréciation des risques issue de la circulaire du 29 septembre 2005. La situation avant mesures d'amélioration et la situation après mesures d'amélioration sont distinguées.

Matrice d'appréciation des scénarii majeurs d'accident  
(avant mesures d'amélioration)

GRAVITE des conséquences sur les personnes exposées au risque	PROBABILITE (sens croissant de E vers A)				
	E	D	C	B	A
Désastreux (I)					
Catastrophique (II)					
Important (III)					
Sérieux (IV)		Scénario 2		Scénario 4	
Modéré (V)					

Matrice d'appréciation des scénarii majeurs d'accident  
(après mesures d'amélioration)

GRAVITE des conséquences sur les personnes exposées au risque	PROBABILITE (sens croissant de E vers A)				
	E	D	C	B	A
Désastreux (I)					
Catastrophique (II)					
Important (III)					
Sérieux (IV)		Scénario 2	Scénario 4		
Modéré (V)					

**L'ensemble des scénarii considérés, compte tenu des mesures complémentaires prises, sont acceptables en l'état.**

## **IV – LA CONSULTATION ET L'ENQUETE PUBLIQUE**

**Communes concernées : CHENOVE – MARSANNAY LA COTE – TALANT - DIJON**

### **1. Avis des conseils municipaux**

Avis du Conseil Municipal de CHENOVE en date du 17 décembre 2007 :

"Considérant que le dossier présente les dispositions nécessaires à la gestion de l'impact des installations sur l'environnement, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, émet **un avis favorable** à la demande de régularisation administrative de l'autorisation d'exploiter un établissement de production d'emballages alimentaires sur le territoire de la commune de Dijon."

Avis du Conseil Municipal de MARSANNAY LA COTE en date du 14 janvier 2008 :

"Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, donne **un avis favorable** sur ce dossier."

Avis du Conseil Municipal de DIJON en date du 28 janvier 2008 :

"Le Conseil Municipal donne **un avis favorable** à la demande présentée par la Société Alcan."

Avis du Conseil Municipal de TALANT en date du 29 janvier 2008 :

"Pas d'observation à formuler, **avis favorable**."

### **2. Avis du CHSCT : Sans**

### **3. Avis des services administratifs**

Avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 17 et 21 janvier 2008 :

"J'ai l'honneur de vous faire connaître mes remarques concernant cette demande d'autorisation :

- L'étude de l'impact sanitaire porte uniquement sur les rejets atmosphériques. Même si les rejets des eaux usées domestiques et industrielles sont déversés dans le réseau d'assainissement public, il est nécessaire d'évaluer leur impact, de façon succincte, ne serait-ce que pour justifier que ce dernier est négligeable.

En ce qui concerne les rejets atmosphériques, l'évaluation de l'impact sanitaire des solvants ne prend en compte que le Méthyléthylcétone (MEC), alors que le plan de gestion des solvants pour l'année 2006 mentionne des achats de 1 009 tonnes d'Acétate d'Ethyl, 137 tonnes de MEC, 159 tonnes d'Ethanol et 84 tonnes de Propanol en plus des quantités présentes (non précisées) dans les produits (vernis, encre, ...). Très peu de données sont disponibles concernant ces 3 substances et les Valeurs Toxicologiques de Référence ne sont pas établies, néanmoins on dispose pour ces produits de Valeur Limite de moyenne d'Exposition (VLE) comme pour la MEC. De plus, les effets des alcools sont décrits (voir fiche INRS). Il est donc possible, en tenant compte des quantités et en considérant que "ces substances présentent globalement le même profil de danger", comme indiqué page 139 de l'étude, de procéder à une évaluation de l'impact sanitaire de l'ensemble des solvants.

De plus, lors de la hiérarchisation des produits, c'est la totalité des solvants émis qui doit être prise en compte, y compris les rejets diffus. Or, dans le tableau de la page 139, seule la quantité de MEC rejetée sous forme canalisée est prise en compte.

Pour ce qui est du chrome VI, l'Excès de Risque Unitaire (ERU) retenu pour les effets sans seuil est celui de l'OMS qui est un des plus minorants, alors que pour les effets avec seuil, ce sont les VTR les plus défavorables qui ont été retenus, ce qui est préférable.

Si on refait le calcul de l'Excès de Risque Individuel (ERI) avec l'ERU retenu par l'OEHHA, on obtient alors un ERI voisin de  $2.10^{-5}$ , donc supérieur à  $10^{-5}$ , valeur repère au-delà de laquelle on juge le risque inacceptable. Le choix de la valeur retenue pour l'ERI doit être justifié.

- Les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées ne sont pas distincts à l'intérieur de l'entreprise compte tenu de l'existence d'un réseau public de collecte unitaire. Il est souhaitable qu'à l'occasion de travaux sur les canalisations, les réseaux soient séparés afin d'anticiper une éventuelle séparation des réseaux publics d'eaux pluviales et usées.
- Les mesures de bruit réalisées montrent un non respect significatif pour certains points, des valeurs limites fixées pour les zones à émergences réglementées. Même si les extensions envisagées ne sont pas à l'origine de nuisances sonores supplémentaires, les mesures décrites à la page 191 de l'étude d'impact devront être mises en œuvre. Une campagne de mesures devra être réalisée à l'issue des travaux afin de s'assurer du respect de la réglementation.
- Il est fait mention d'odeurs perceptibles à l'extérieur de l'entreprise. En l'absence de plainte et de norme précises dans ce domaine, aucune mesure compensatoire n'est demandée. Toutefois, ce point devra faire l'objet d'une attention particulière afin que leur impact demeure limité par les populations environnantes.

Aussi, en l'état actuel du volet sanitaire de l'étude d'impact, je ne pourrai émettre d'avis qu'au vu des compléments d'information demandés ci-dessus."

• **Réponse du pétitionnaire en date du 19 février 2008 :**

"Réponse aux questions et remarques de la DDASS :

❖ Remarque DDASS

L'étude de l'impact sanitaire porte uniquement sur les rejets atmosphériques. Même si les rejets d'eaux usées domestiques et industrielles sont déversés dans le réseau d'assainissement public, il est nécessaire d'évaluer leur impact de façon succincte, ne serait-ce que pour justifier que ce dernier est négligeable.

Réponse ALCAN

*Les rejets d'eaux domestiques et industrielles font l'objet de contrôles annuels.*

*Les résultats des prélèvements d'eaux usées réalisés en 2005 et 2006 en sortie de la station de traitement de l'atelier galvanoplastique au niveau de l'exutoire principal du site (regard n° 10) sont inférieurs aux valeurs prescrites dans les arrêtés (sauf en ce qui concerne les valeurs en azote où pour 4 analyses sur 5 par temps sec, on dépasse la valeur de 150 mg/l prescrite dans l'arrêté préfectoral du site).*

Rappel :

*Les eaux usées du site Alcan sont traitées par la station d'épuration de Dijon-Longvic. Les eaux traitées par la station sont ensuite rejetées dans l'Ouche.*

*Afin d'évaluer l'impact sanitaire des rejets d'eaux usées du site, nous allons étudier l'approche suivante : nous allons déterminer les concentrations des polluants après dilution dans l'Ouche au débit d'étiage, sans considérer l'épuration des eaux usées par la station de Dijon-Longvic.*

*Ensuite, nous comparerons pour chaque paramètre contrôlé les concentrations calculées aux valeurs du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.*

*Cette approche est donc majorante car elle ne prend pas en compte l'efficacité de traitement de la station d'épuration de Dijon-Longvic.*

*Débit de l'Ouche à l'étiage : environ 1 m<sup>3</sup>/s (page 64 de l'étude d'impact), soit 86 400 m<sup>3</sup>/jour;*

*Débit annuel des eaux usées du site Alcan : environ 5 000 m<sup>3</sup>/an (page 78 de l'étude d'impact), soit 14 m<sup>3</sup>/jour.*

*Les résultats sont présentés dans le tableau suivant.*

Conclusion :

*Les concentrations en polluants calculées dans la rivière l'Ouche sont toutes inférieures aux valeurs guides du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.*

*De ce fait, et compte tenu de l'approche majorante appliquée, à savoir utilisation du débit d'étiage et non prise en compte de l'efficacité de traitement de la station d'épuration de Dijon-Longvic, on peut conclure que l'impact sanitaire lié aux rejets d'eaux usées domestiques et industrielles du site Alcan est acceptable, voir négligeable.*

❖ Remarque DDASS

En ce qui concerne les rejets atmosphériques, l'évaluation de l'impact sanitaire des solvants ne prend en compte que le Méthyléthylcétone (MEC), alors que le plan de gestion des solvants pour l'année 2006 mentionne des achats de 1 009 tonnes d'Acétate d'Ethyl, 137 tonnes de MEC, 159 tonnes d'Ethanol et 84 tonnes de Propanol en plus des quantités présentes (non précisées) dans les produits (verniss, encre, ...). Très peu de données sont disponibles concernant ces 3 substances et les Valeurs Toxicologiques de Référence ne sont pas établies, néanmoins on dispose pour ces produits de Valeur Limite de moyenne d'Exposition (VLE) comme pour la MEC. De plus, les effets des alcools sont décrits (voir fiche INRS). Il est donc possible, en tenant compte des quantités et en considérant que "ces substances présentent globalement le même profil de danger", comme indiqué page 139 de l'étude, de procéder à une évaluation de l'impact sanitaire de l'ensemble des solvants.

De plus, lors de la hiérarchisation des produits, c'est la totalité des solvants émis qui doit être prise en compte, y compris les rejets diffus. Or, dans le tableau de la page 139, seule la quantité de MEC rejetée sous forme canalisée est prise en compte.

Réponse ALCAN

*Précision :*

*En 2006, l'achat de propanol était de 4 tonnes (comme indiqué dans le Plan de Gestion des Solvants) et non de 84 tonnes comme précisé dans les remarques de la DDASS.*

*Les solvants achetés à l'état pur ou contenus dans des préparations (encres, verniss...) sont principalement l'acétate d'éthyle, la MEC, l'éthanol et le propanol.*

*Les rejets atmosphériques en COV du site ont deux origines : les émissions canalisées des installations de traitement des COV (oxydeurs thermiques DURR et SIRI) et les émissions diffuses (provenant des systèmes d'extraction d'air des ateliers et respiration des cuves de stockages de solvants et de verniss) – (cf. § 4.3.1.1).*

*L'évaluation des risques sanitaires présentée dans le dossier a été réalisée avec les données de rejets "après projet" et estimée sur la base d'une augmentation de 40 % de la production d'emballages souples par rapport à 2005 (cf. § 4.3.2).*

*Pour "l'après projet", les rejets des oxydeurs thermiques DURR et SIRI sont estimés respectivement à 9,3 et 14,4 tonnes, soit au total 23,7 tonnes de solvants par an – (cf. § 4.3.2.1).*

*Les rejets diffus de l'ensemble du site sont estimés à 153,5 tonnes/an de solvants (cf. § 4.5.3.4.4).*

*Etant donné qu'aucune VTR chronique inhalation n'a été identifiée pour l'acétate d'éthyle, l'éthanol et le propanol, et que ces substances présentent globalement le même profil de danger que la méthyléthylcétone (MEC), la totalité des émissions canalisées et diffuses de solvants (acétate d'éthyle + MEC + éthanol + propanol, soit 23,7 tonnes + 153,5 tonnes) ont été assimilées à des émissions de MEC, seule substance des quatre présentant une VTR (cf. § 4.5.3.3.5).*

*Donc le rejet de MEC modélisé correspond à la modélisation de la totalité des émissions canalisées (23,7 tonnes) et diffuses (153,5 tonnes) de solvants du site.*

*La réalisation de la hiérarchisation a été réalisée avec la totalité des émissions canalisées de solvants. Les 24 tonnes indiquées page 139 correspondent à l'ensemble des émissions canalisées de solvants mais sont assimilées à de la MEC dans la partie d'évaluation des risques sanitaires.*

*Si on refait la hiérarchisation avec la totalité des émissions (canalisées + diffuses) de solvants (soit 24 tonnes + 153,5 tonnes de MEC), le résultat des substances dont l'impact sanitaire doit être évalué ne change pas (à savoir le chrome VI et la MEC).*

*Seule la position de sortie des substances est modifiée : la MEC sort en première position et le chrome VI en deuxième.*

❖ Remarque DDASS

Pour ce qui est du chrome VI, l'Excès de Risque Unitaire (ERU) retenu pour les effets sans seuil est celui de l'OMS qui est un des plus minorants, alors que pour les effets avec seuil, ce sont les VTR les plus défavorables qui ont été retenues, ce qui est préférable.

Si on refait le calcul de risque individuel (ERI) avec l'ERU retenu par l'OEHHA, on obtient alors un ERI voisin de  $2 \cdot 10^{-5}$ , donc supérieur à  $10^{-5}$  valeur repère au-delà de laquelle on juge le risque inacceptable. Le choix de la valeur retenue pour l'ERI doit être justifié.

Réponse ALCAN

*Le choix de l'ERI de l'OMS pour le chrome VI et non celui de l'OEHHA se justifie par l'application de la circulaire de la Direction Générale de la Santé n° DGS/SD7B/2006/234 du 30 mai 2006, relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des valeurs toxicologiques de référence pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des études d'impact.*



*La circulaire précise lorsque :*

*"Plusieurs valeurs toxicologiques de référence existent dans les bases de données (US-EPA, ATSDR, OMS/IPCS, Health Canada, RIVM ou OEHHA) pour un même effet critique, une même voie et une même durée d'exposition. Ces VTR retrouvées pour des substances à effet à seuil d'une part, et pour des substances à effet sans seuil d'autre part, ont généralement le même ordre de grandeur.*

*Par mesure de simplification, plutôt qu'un choix portant sur des éléments toxicologiques pointus, il est recommandé au pétitionnaire de sélectionner la VTR dans la première base dans laquelle elle est retrouvée en respectant la hiérarchisation suivante :*

- pour les substances à effets à seuil successivement US EPA puis ATSDR puis OMS/IPCS puis Health Canada puis RIVM et en dernier lieu OEHHA,*
- pour les substances à effets sans seuil successivement US EPA puis OMS/IPCS puis RIVM puis OEHHA."*

*En prenant la valeur de l'US-EPA, on arriverait à la même conclusion qu'avec la valeur de l'OMS.*

*Comme précisé dans le chapitre discussion des incertitudes de l'évaluation des risques sanitaires, certaines hypothèses retenues sont majorantes : la détermination du rejet annuel de chrome VI a été calculé pour une durée de fonctionnement des installations de galvanoplastie de 7 500 h/an (soit en 4x8, 6 jours/7. Or, contrairement aux autres ateliers du site, le fonctionnement exact de la galvanoplastie est de 6 000 h/an (3x8, 5 jours/7). Cela représente une majoration de 20% de la durée de fonctionnement de cet atelier et donc par conséquent du rejet de chrome VI associé.*

*Afin de limiter les émissions atmosphériques de chrome issues des bains de chromage et de cuivrage, ces derniers sont équipés :*

- d'un lit de balles flottantes afin de diminuer la surface d'évaporation des bains et, par conséquent, les émissions de vapeurs,*
- d'une aspiration des vapeurs avec séparateur à gouttes (dévésiculeurs).*

❖ Remarque DDASS

Les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées ne sont pas distincts à l'intérieur de l'entreprise compte tenu de l'existence d'un réseau public de collecte unitaire. Il est souhaitable qu'à l'occasion de travaux sur les canalisations, les réseaux soient séparés afin d'anticiper une éventuelle séparation des réseaux publics d'eaux pluviales et usées.

Réponse ALCAN

*Cette remarque sera prise en compte à l'occasion des travaux sur les canalisations EU et EP.*

❖ Remarque DDASS

Les mesures de bruit réalisées montrent un non respect significatif pour certains points, des valeurs limites fixées pour les zones à émergences réglementées. Même si les extensions envisagées ne sont pas à l'origine de nuisances sonores supplémentaires, les mesures décrites à la page 191 de l'étude d'impact devront être mises en œuvre. Une campagne de mesures devra être réalisée à l'issue des travaux afin de s'assurer du respect de la réglementation.

Réponse ALCAN

*Le plan d'action décrit en page 191 de l'étude d'impact sera mis en œuvre afin de réduire les émissions sonores du site.*

❖ Remarque DDASS

Il est fait mention d'odeurs perceptibles à l'extérieur de l'entreprise. En l'absence de plainte et de norme précises dans ce domaine, aucune mesure compensatoire n'est demandée. Toutefois, ce point devra faire l'objet d'une attention particulière afin que leur impact demeure limité par les populations environnantes.

Réponse ALCAN

*Toute plainte concernant les odeurs perceptibles à l'extérieur de l'entreprise déclenchera une recherche des causes et la mise en place de mesures curatives."*

- **Réponse de la DDASS en date du 10 octobre 2008 suite au courrier du pétitionnaire arrivé le 26 septembre 2008 :**

"Compte tenu des éléments communiqués par le pétitionnaire, j'ai l'honneur de vous faire connaître que **j'émet un avis favorable** à la régularisation de l'autorisation assorti des remarques et réserves suivantes :

- En ce qui concerne les rejets atmosphériques, l'évaluation de l'impact sanitaire des solvants porte sur le méthyléthylcétone (MEC), alors que le plan de gestion des solvants pour l'année 2006 mentionne des achats de 1 009 tonnes d'acétate d'éthyl, 137 tonnes de MEC, 159 tonnes d'éthanol et 84 tonnes de propanol en plus des quantités présentes (non précisées) dans les produits (vernis, encre...). Très peu de données sont disponibles concernant ces 3 substances et les Valeurs Toxicologiques de Référence (VTR) ne sont pas établies, néanmoins on dispose pour ces produits de Valeur Limite de moyenne d'Exposition (VLE) comme pour la MEC. De plus, les effets des alcools sont décrits (voir fiche INRS). Il est donc possible, en tenant compte des quantités et en considérant que "ces substances présentent globalement le même profil de danger", comme indiqué page 139 de l'étude, de procéder à une évaluation de l'impact sanitaire de l'ensemble des solvants.  
Dans sa réponse du 19 février, le pétitionnaire précise que le rejet de MEC modélisé correspond à la modélisation de la totalité des émissions canalisées et diffuses de solvants du site et j'en prends acte.  
Pour ce qui est de la hiérarchisation des produits, c'est la totalité des solvants émis qui doit être prise en compte, y compris les rejets diffus. Or, dans le tableau de la page 139, seule la quantité de MEC rejetée sous forme canalisée est prise en compte. La prise en compte de l'ensemble des rejets change la position de hiérarchisation des produits mais n'en modifie pas la liste : MEC et chrome VI.
- Les mesures de bruit réalisées montrent un non respect, significatif pour certains points, des valeurs limites fixées pour les zones à émergences réglementées. Même si les extensions envisagées ne sont pas à l'origine de nuisances sonores supplémentaires, les mesures décrites à la page 191 de l'étude d'impact devront être mises en œuvre. Une campagne de mesures devra être réalisée à l'issue des travaux afin de s'assurer du respect de la réglementation.
- Il est fait mention d'odeurs perceptibles à l'extérieur de l'entreprise. En l'absence de plainte et de normes précises dans ce domaine, aucune mesure compensatoire n'est demandée. Toutefois, ce point devra faire l'objet d'une attention particulière afin que leur impact demeure limité pour les populations environnantes. Le pétitionnaire s'engage à mettre en œuvre des mesures curatives, le cas échéant, dans sa réponse mentionnée ci-dessus."

Avis de la Direction Départementale de l'Équipement en date du 19 février 2008 :

"Émet **un avis favorable** à la demande;"

Avis de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 28 novembre 2007 :

"L'étude de ce dossier **n'appelle pas d'observation particulière** de ma part dans la mesure où celui-ci prévoit bien le respect de la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et dans la mesure où l'entreprise s'engage à l'appliquer."

Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 21 décembre 2007 :

"Le service départemental d'incendie et de secours émet, en ce qui le concerne, **un avis favorable** au projet tel que présenté, néanmoins ; les prescriptions suivantes devront être réalisées :

1. Le scénario majorant retenu par mes services est l'embrasement généralisé de l'atelier d'impression. Ce scénario nécessite une défense incendie de 210 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.
2. S'assurer que les voies pompiers (dont la coursive intérieure) soient en permanence libres de tout obstacle, sur une largeur minimale de 4 mètres.
3. S'assurer que les portails donnant rue de la Stéarinerie soient rapidement déverrouillables.

- **Réponse du pétitionnaire en date du 18 janvier 2008 :**

"Réponses aux remarques faites par le SDIS :

1. Le scénario majorant que nous avons étudié est celui de l'atelier encres et vernis car :
  - l'objet de notre demande d'exploiter concerne l'augmentation de la capacité de production mais aussi l'extension de l'atelier encres et vernis,

- nous avons considéré que ce scénario est celui dont les conséquences peuvent être les plus graves du fait de la présence de quantités importantes de produits inflammables.

Lors de notre rencontre avec les lieutenants THEUREL et FAUCHARD, nous avons validé que le scénario majorant en terme de besoin en eau pour l'extinction d'un incendie est celui de l'atelier impression du fait de sa surface. En appliquant la règle D9, le calcul conduit, comme indiqué dans le rapport du lieutenant THEUREL, à un besoin en eau de 210 m<sup>3</sup>/h; Ce Débit est obtenu en utilisant 2 poteaux incendie (par exemple l'un des 2 poteaux situés rue de la Stéarinerie au droit de l'atelier et le poteau situé dans l'enceinte de l'établissement à proximité directe). Nous avons pu, dans le cadre des essais avec notre assureur, vérifier qu'en utilisant 2 poteaux incendie, nous n'observons pas de chute de pression, ni de débit.

D'autre part, lors de la visite avec le SDIS du site, et en particulier de l'atelier impression, nous avons expliqué que la zone située entre l'atelier 130 et l'atelier 134, d'une largeur d'environ 18 m et au sein de laquelle il n'y a pas de produit inflammable, peut être considérée comme une zone coupe feu. Le risque d'embrasement de l'ensemble de l'atelier impression apparaît donc comme très improbable.

2. Suite à la visite des lieutenants THEUREL et FAUCHARD, nous avons donné des instructions afin que tout stockage dans la coursoive soit interdit. Un affichage rappelant cette règle est en cours de réalisation.
3. Nous nous sommes assurés de la disponibilité à l'accueil de la clé des 2 portails équipés de serrure. Une information de l'ensemble de l'encadrement et du personnel d'accueil avec rappel dans le plan de défense de l'établissement est prévu pour que ces personnes connaissent l'existence de cette clé et qu'elle soit mise à disposition des secours publics le plus rapidement possible si nécessaire. Les autres portails du site sont munis actuellement de chaînes avec cadenas. Ces chaînes sont aisément sectionnables avec une cisaille."

#### 4. L'enquête publique :

**Avis de recevabilité** en date du 2 octobre 2007

**Arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête publique** en date du 9 novembre 2007

**Durée** : du 8 janvier 2008 au 8 février 2008

**Résultats** : Aucune observation

#### 5. Mémoire en réponse du pétitionnaire aux questions du commissaire enquêteur :

Réponses aux questions formulées suite à l'enquête publique concernant le dossier de demande d'autorisation d'exploiter une ICPE et la réalisation des travaux d'agrandissement de l'atelier encres et vernis.

##### ❖ Partie I – Notice administrative et réglementaire

##### Question :

Page 12 : vous indiquez que votre établissement est soumis à déclaration au titre de la rubrique 83-2. Je vous invite à me confirmer si vous maintenez ce classement.

##### Réponse :

*La rubrique 83 a été supprimée en mai 2006 (décret n° 2006-646 du 31 mai 2006). Cette activité de fonte et de dépose de cire type hot-melt existe toujours sur notre site mais n'est donc plus classée.*

##### Question :

Page 13 : rubrique 2950. Prière de préciser la surface de l'atelier.

##### Réponse :

*Le seuil de classement est relatif à la surface photosensible traitée (et non la surface de l'atelier). De fait du développement des technologies numériques, nous ne traitons plus qu'environ 1 000 m<sup>2</sup> annuellement de surfaces photosensibles.*

*Le seuil minimal pour être à déclaration étant de 5 000 m<sup>2</sup>, notre établissement n'est donc plus classé.*

Question :

Page 13 : rubrique 1111-1. Prière de préciser la quantité maximale sur le site.

Réponse :

*La quantité maximale présente sur le site de trioxyde de chrome est de 190 kg.*

Question :

Page 14 : rubrique 1131-1. Prière de préciser la quantité maximale sur le site.

Réponse :

*La quantité maximale présente sur le site de chlorure de Nickel est de 160 kg.*

❖ Partie II – Volet sanitaire de l'étude d'impact

Question :

Il est dommage que l'articulation retenue ait conduit à mettre l'étude sanitaire au sein de l'étude sur l'air ce qui circonscrit cette étude aux seuls rejets atmosphériques et écarte ainsi du champ de cette étude les autres sources d'impact, produits toxiques, légionelles, rejets aqueux, bruit... Si vous estimez que votre établissement ne peut être à l'origine d'aucun autre effet sur la santé que ceux analysés dans votre dossier, il est souhaitable de le dire.

Réponse :

*Examinons les impacts sur la santé des rejets aqueux :*

- Rappel : les eaux usées du site Alcan sont traitées par la station d'épuration de Dijon-Longvic. Les eaux traitées par la station sont ensuite rejetées dans l'Ouche.

*Afin d'évaluer l'impact sanitaire des rejets d'eaux usées du site, nous allons étudier l'approche suivante : nous allons déterminer les concentrations des polluants après dilution dans l'Ouche au débit d'étiage, sans considérer l'épuration des eaux usées par la station de Dijon-Longvic.*

*Ensuite, nous comparerons pour chaque paramètre contrôlé les concentrations calculées aux valeurs du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.*

*Cette approche est donc majorante car elle ne prend pas en compte l'efficacité de traitement de la station d'épuration de Dijon-Longvic.*

*Débit de l'Ouche à l'étiage : environ 1 m<sup>3</sup>/s (page 64 de l'étude d'impact), soit 86 400 m<sup>3</sup>/jour.*

*Débit annuel des eaux usées du site Alcan : environ 5 000 m<sup>3</sup>/an (page 78 de l'étude d'impact), soit 14 m<sup>3</sup>/jour.*

*Les résultats sont présentés dans le tableau suivant.*

- Conclusion :

*Les concentrations en polluants calculées dans la rivière l'Ouche sont toutes inférieures aux valeurs guides du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.*

*De ce fait, et compte tenu de l'approche majorante appliquée, à savoir utilisation du débit d'étiage et non prise en compte de l'efficacité de traitement de la station d'épuration de Dijon-Longvic, on peut conclure que l'impact sanitaire lié aux rejets d'eaux usées domestiques et industrielles du site Alcan est acceptable, voir négligeable.*

- Impact des nuisances sonores :

*A notre connaissance, la valeur réglementaire de 85 dB(A) pour l'exposition au poste de travail (code du travail) a été définie selon les études cliniques. Pour une meilleure prévention, cette valeur a été récemment abaissée à 80 dB(A).*

*En ce qui concerne les zones à émergence réglementée situées dans l'environnement du site Alcan, la valeur la plus élevée est de 70 dB(A) en limite de propriété côté rue de la stéarinerie. L'énergie acoustique est alors plus de 9 fois inférieure à celle créée par un niveau sonore de 80 dB(A).*

*Il ressort donc que les niveaux sonores dans l'environnement du site ne sont pas susceptibles d'avoir un impact sur la santé des populations.*

❖ Partie IV – Tours aéroréfrigérantes

Question :

Lors de notre entretien, vous m'avez informé de la suppression d'une tour aéroréfrigérante au début de l'année. Je vous invite à me communiquer le classement de celle qui sera conservée.

Les dangers liés aux légionelles sont traités en cinq lignes à la page 34 de l'étude d'impact dans lesquelles ne figure aucune disposition prise, tant pour limiter la prolifération, que pour éviter la dispersion des légionelles. Le dossier doit démontrer la compatibilité du projet avec la réglementation en vigueur. Je vous invite à me fournir ces éléments.

Réponse :

Compte tenu de la suppression de notre tour aéroréfrigérante de notre imprimeuse 130 (circuit primaire non fermé), la rubrique 2921-1 ne concerne plus notre site.

En revanche, la tour aéroréfrigérante de notre atelier découpes opercules étant toujours présente, notre site est encore visé par la rubrique 2921-2.

Afin de limiter la prolifération et les dispersion des légionelles, les dispositions ci-après sont prises :

Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués, ni au droit d'une prises d'air, ni au droit d'ouvrant. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter le siphonnage de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits ou les cours intérieures.

D'autre part, l'accès au voisinage de la tour est limité au personnel assurant l'entretien de cette tour.

L'entretien de la tour et du circuit de refroidissement est assuré par une entreprise spécialisée et dont le personnel est formé à l'entretien de ce type d'équipement (Société Dalkia). Une personne de l'usine a suivi une formation sur le risque légionellose. Cette personne est responsable du suivi des prestations effectuées par la Société Dalkia.

Une analyse méthodique des risques de développement de légionelles a été réalisée.

Le plan d'entretien préventif prévoit :

- la vidange annuelle de l'installation,
- le nettoyage de l'ensemble des éléments,
- la désinfection par un produit dont l'efficacité est reconnue.

Le plan de surveillance prévoit des analyses trimestrielles par un organisme agréé. En cas de prolifération, le plan d'actions, conformément à l'annexe II-6 de l'arrêté du 13 décembre 2004, est mis en œuvre.

Une inspection de nos tours aéroréfrigérantes a été réalisée par notre inspecteur DRIRE le 12 juillet 2007 concluant que nos installations sont très bien exploitées sur le plan environnemental. Les actions correctives pour lever les 4 observations faites ont été mises en œuvre.

❖ Partie IV – Niveaux sonores

Question :

Je note des dépassements importants des limites d'émergence réglementaires, deux à trois fois ces valeurs, de jour et de nuit. J'observe également que les mesures présentées dans le dossier ne permettent de déterminer que des émergences estimées, les niveaux sonores ambiants n'ayant pas fait l'objet de mesures, l'établissement à l'arrêt. Je vous demande de vous engager sur les mesures de réduction que vous envisagez de prendre ainsi que la période de mise en œuvre de ces dispositions. Je ne peux me satisfaire de propositions telles que "une nouvelle campagne acoustique pourra être lancée..."

Réponse :

Notre plan d'actions suite à ces dépassements des limites d'émergence réglementaires est mentionné en page 191 de l'étude d'impact :

- suppression avant août 2008 de toutes les sources de bruit des ventilateurs identifiés comme bruyants en façade de l'atelier impression rue de la Stéarinerie,
- inspection des compresseurs et de la chaudière, sources de bruit rue du Goujon,
- inspection des installations de traitement des COVs, chaudière et pompes, sources de bruit quai de Belfort.

Une nouvelle campagne de mesures sera réalisée après ces interventions et des actions correctives supplémentaires seront mises en œuvre si nécessaire.

**6. Conclusion et avis du Commissaire Enquêteur :**

"L'établissement est implanté 24 rue de la Stéarinerie à Dijon, sur un site industriel du début du XX<sup>ème</sup> siècle comme le rappelle le nom de la rue. De 1903 à 1953 de nombreuses activités industrielles ont été exercées sur ce site. Les activités d'impression à grand échelle d'emballage débutent en 1953, et dès 1957 l'impression est réalisée à l'aide de cylindre en acier cuivré, photos gravées puis chromées. La Société Alcan Packaging a été créée en 1974. L'établissement a été absorbé par le Groupe Pechiney en 1983. Il fait actuellement partie du Groupe Alcan suite à la prise de contrôle de Pechiney par ce groupe en 2004. La dénomination de l'établissement est devenue Alcan Packaging à cette occasion.

Le groupe d'exploitation emballage Alcan Packagin emploie 34 000 personnes dans le monde au sein de 181 unités implantées dans 30 pays. Onze unités de production d'emballages alimentaires situées en France sont regroupées au sein de la Société Alcan Packaging Flexible (AP2F). Elle dispose d'une solide expérience et d'un savoir faire complet dans cette activité.

L'établissement Alcan Packaging de Dijon est actuellement spécialisé dans la production d'emballages souples complexes destinés principalement aux industriels alimentaires mais aussi aux industries pharmaceutiques et autres. Il doit devenir progressivement le site européen du Groupe Alcan pour la fabrication des emballages souples destinés aux produits frais et laitiers. Il est envisagé d'augmenter la production de 109 millions de m<sup>2</sup> en 2005 et 150 millions dans les années à venir.

L'établissement exerce son activité sur un terrain de 44 071 m<sup>2</sup> correspondant à un îlot urbain encadré par la voie ferrée, le quai de Belfort et les rues de la Stéarinerie, du Goujon et des Rotondes. Le sol de l'emprise est occupé par 25 298 m<sup>2</sup> de bâtiments, 7 821 m<sup>2</sup> de surfaces imperméabilisées et par 11 152 m<sup>2</sup> d'espaces verts ou libres. La société emploie environ 285 personnes sur le site.

L'établissement met en œuvre des supports d'impression (feuilles d'aluminium, papiers et films en plastique en bobines), des encres et vernis, des produits thermo fusibles, des colles, des douilles d'acier et des produits chimiques divers. Les principales activités sont la fabrication des cylindres d'impression (galvanoplastie), la préparation des encres et vernis, le complexage, l'impression par héliogravure, la finition, le découpage notamment des opercules. Les produits finis sont essentiellement des opercules de pots de yaourt et autres produits frais, des emballages souples en bobine pour yaourt, biscuits, biscottes, fromage, soupe, café et des sachets pharmaceutiques.

L'établissement bénéficie actuellement d'une autorisation de production d'emballages souples imprimés complexes délivrée par arrêté préfectoral du 24 janvier 2003. Depuis la délivrance de cette autorisation, l'établissement a procédé à diverses modifications sur les installations et à des travaux de mise en conformité ou d'amélioration de la protection de l'environnement. Les modifications notables ont été portées à la connaissance de l'inspection des installations classées. Suite à la création de la rubrique 2921, la Société Alcan a déclaré le 16 mars 2005 l'exploitation de deux tours aéroréfrigérantes, une à circuit ouvert d'une puissance de 412 kW et une à circuit fermé d'une puissance de 220 kW. Elle bénéficie d'un droit d'antériorité pour ces deux équipements.

Le projet d'augmentation de la production se traduira par :

- le remplacement du bâtiment de stockage des encres,
- l'agrandissement de l'atelier de fabrication des encres et vernis avec mise aux normes notamment celles relatives aux atmosphères explosives.

Les modifications réalisées et celles projetées nécessitent l'obtention d'une nouvelle autorisation d'exploiter dont la délivrance doit être précédée d'une enquête publique.

Le Groupe Alcan s'est engagé dans une politique volontariste baptisée ESS, Environnement Santé Sécurité. Elle souhaite être un leader reconnu pour l'excellence en environnement, santé et sécurité dans toutes ses activités, partout où elle les exerce. Cette politique est incluse dans le système de gestion intégrée du groupe à l'échelle mondiale. Il faut souligner les actions entreprises dans le cadre de cette politique par l'établissement depuis la délivrance de la dernière autorisation d'exploiter. Au cours de cette période Alcan Packaging a investi près de 700 000 € pour réaliser les travaux suivants :

- implantation de deux nouvelles cuves de dégraissage / déchromage,
- arrêté de l'extrudeuse et suppression de ses sources radioactives,
- remplacement d'une imprimeuse installée sur une dalle flottante antivibration,
- remplacement d'une rectifieuse,
- remplacement de deux compresseurs par un nouveau matériel moins bruyant,
- réaménagement de la courserie,
- déplacement des cuves de vernis sur une fosse de rétention avec une étanchéité résistant aux vernis,
- abri couvert pour les déchets,
- élimination de transformateurs contenant des PCB et PCT,
- remplacement d'un refroidissement de type ouvert par des groupes froids,
- mise en place d'obturateurs sur le réseau d'évacuation des eaux pour contenir les pollutions en cas de fuite ou de déversement accidentel,
- installation de deux séparateurs à hydrocarbures,
- réalisation d'un bassin d'orage de 30 m<sup>3</sup>,
- suppression des derniers puits perdus,
- réalisation d'une étude eau.

L'ensemble de ces mesures contribue à l'amélioration de la protection de l'environnement sur le site et/ou renforce la sécurité des installations.

Les principaux impacts potentiels de l'entreprise sur l'environnement sont liés aux rejets atmosphériques, aux rejets liquides, aux stockages et à la mise en œuvre de produits toxiques et aux déchets qu'elle produit. Elle est susceptible d'avoir également des incidences sur les commodités de voisinage, notamment sur l'environnement sonore, et dans une moindre mesure, sur les vues, les odeurs, le trafic routier.

L'établissement est situé à la conjonction de terrains rapportés et de terrains naturels. Il repose pour partie sur des remblais hétérogènes limoneux caillouteux de 2 à 3 m d'épaisseur et, pour le reste, sur alluvions sablo-argileuses de l'Ouche assises sur un substratum marneux. Le sous-sol fortement argileux rend les terrains peu perméables aux infiltrations et favorise l'humidité des terrains. Le plus grande partie du site est revêtue, le reste est occupé par des pelouses ou une friche. L'ensemble des surfaces revêtues, bâtiments ou aires diverses, est raccordé au réseau de collecte du site. Il ressort de ces éléments que le site est moyennement sensible aux pollutions liquides de surfaces.

Les eaux industrielles issues de l'atelier de galvanoplastie sont traitées dans une station de traitement avant d'être rejetées dans le réseau d'eaux usées communal. Le traitement permet de respecter l'intégralité des valeurs limites fixées, tant par l'arrêté d'autorisation, que par la convention de rejet avec la Ville de Dijon comme l'atteste les résultats des contrôles inopinés réalisés. La mise en place de plusieurs rétentions et la couverture du site de stockage contribuent à renforcer la protection des eaux souterraines.

Les eaux de toitures et de ruissellement des voies de circulation sont également envoyées au réseau unitaire communal après épuration par les séparateurs à hydrocarbures mis en place. Les obturateurs installés sur le réseau permettront de contenir les eaux en cas de fuite, de déversement accidentel ou en cas d'incendie.

Je pense que toutes ces mesures permettront à l'entreprise d'assurer une protection efficace des sols, des eaux de surface et souterraines et de respecter les exigences réglementaires ou conventionnelles.

L'établissement a engagé une politique de maîtrise de sa consommation d'eau potable qui a permis une forte réduction de la consommation et la suppression totale des prélèvements directs dans la nappe. Les aménagements envisagés permettront d'augmenter la production sans augmenter la consommation d'eau. Les périodes de sécheresse que nous connaissons plus fréquemment en Côte d'Or accentuent l'importance de ces réductions de consommation.

Les effets sur l'air de l'établissement sont principalement liés à la mise en œuvre de solvants et aux installations de chauffage. La société a choisi le gaz naturel comme combustible pour le chauffage des locaux qui ne produit pas de rejet de  $\text{SO}_2$  contrairement à d'autres combustibles. L'ensemble des installations où sont mis en œuvre des solvants est équipé de circuits d'aspiration qui canalisent les rejets vers des oxydeurs thermiques. Les bains de nickelage, de cuivrage et de chromage sont également équipés d'aspiration des effluents gazeux. Les émissions diffuses de COV sont en légère diminution mais présentent encore un volume annuel significatif. Les dispositions retenues doivent permettre d'augmenter la production sans accroissement significatif des rejets atmosphériques. Les rejets atmosphériques de l'établissement respectent la réglementation en vigueur et n'ont qu'une incidence très faible sur la qualité de l'air.

Les déchets sont constitués des produits de dépollution, des déchets propres à l'exploitation de l'activité et de déchets divers. La production annuelle est importante, 300 tonnes de déchets spéciaux et 2 300 tonnes de déchets banals. La gestion des déchets au sein de l'établissement est organisée dans le respect des réglementations en privilégiant le recyclage et la revalorisation. Les dispositions prévues pour les stockages de déchets, dont la construction d'un abri couvert, permettent de réduire les risques pour l'environnement. La société privilégie les filières d'élimination autorisées qui assurent une valorisation des déchets. Seuls les déchets banals en mélange sont dirigés vers un centre d'enfouissement. L'augmentation de la production va induire une augmentation proportionnelle des déchets produits.

La zone d'implantation de l'établissement est fortement anthropisée. L'établissement est situé dans un quartier où se côtoient des activités industrielles et des secteurs d'habitat. L'occupation du site par une activité industrielle a débuté au début du siècle précédent. L'établissement est bien protégé des vues par de grands murs de clôture et par des constructions plus ouvertes sur l'intérieur de l'enceinte que sur sa périphérie. L'arrière des bâtiments et les cours sont visibles de la voie ferrée mais cet espace n'est pas accessible au public hormis pour les personnes qui empruntent la passerelle franchissant la voie ferrée au sud de l'établissement. L'impact visuel est, par contre, très important pour les habitants du quai de Belfort. Un ensemble d'immeubles le long de la rue de la Stéarinerie domine légèrement les bâtiments de l'établissement mais des alignements d'arbres coupent les vues en dehors des périodes hivernales.

L'établissement est implanté dans une zone à fort niveau sonore ambiant dû notamment à la présence de la ligne SNCF Paris-Lyon, aux trafics routiers des rues bordant l'établissement et à l'environnement industriel. L'établissement ne respecte pas les niveaux d'émergence sonore fixés par la réglementation : de jour et de nuit devant une maison quai de Belfort (+ 9 dB et + 11 dB) ; de nuit seulement rue de la Stéarinerie et quai de Belfort (+ 2 dB et + 8 dB). Il est indispensable que le maître d'ouvrage se préoccupe de cette situation et procède sans attendre aux mesures qu'il envisage de réaliser. Lors du remplacement d'un équipement ou de l'installation d'un nouveau matériel, l'établissement devra porter une attention particulière à son niveau sonore, à sa zone d'implantation et aux moyens pouvant réduire son impact sonore.

L'établissement génère 470 mouvements de voitures et 36 mouvements de poids lourds en moyenne par jour. Compte tenu des trafics existants à proximité, 10 500 véhicules/jour rue de la Stéarinerie, je pense que ce trafic induit n'a aucune incidence perceptible sur la circulation routière générale, par contre, il entraîne une certaine gêne à proximité des entrées de l'établissement, principalement l'entrée poids lourds.

Du fait de l'anthropisation de la zone, la faune et la flore sont très pauvres et ne présentent aucun intérêt particulier. Elles ne seront pas affectées par l'augmentation de l'activité de l'établissement.

L'activité de la Société Alcan packaging Bourgogne présente un intérêt substantiel pour la Ville de Dijon et les communes environnantes, tant sur le plan économique que sur le plan de l'emploi : 300 emplois.

Les dispositions prévues pour la remise en état du site en cas de cessation d'activité permettront de le mettre dans une disposition qui convient à sa réutilisation, sans manifestation de danger ou d'inconvénients pour l'environnement.

J'estime que les nuisances propres au fonctionnement de l'établissement restent modérées, que les mesures prises pour limiter les inconvénients de l'exploitation sont satisfaisantes et que l'augmentation de la production aura des incidences réduites. Les aménagements réalisés depuis la dernière autorisation ont apporté des améliorations sur le plan de la protection de l'environnement, de la santé et de la protection de l'établissement contre les dangers.

**En conclusion, après étude du dossier, visite des lieux, audition du maître d'ouvrage, après avoir examiné les avantages et les inconvénients du projet et compte tenu de ce qui précède, j'émetts un avis favorable à la demande en vue d'obtenir la régularisation administrative de l'autorisation d'exploiter un établissement de production d'emballages alimentaires sur le territoire de la Ville de Dijon présentée par M. Gilles CHASSAGNOL, chef de l'établissement de Dijon, au nom de la Société par Actions Simplifiées Alcan Packaging Flexible France. Une attention particulière devra être apportée au niveau sonore de l'établissement."**

## **VI – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

1. Situation des installations déjà exploitées : historique, surveillance de l'exploitant, contrôle de l'exploitant, sanctions éventuelles,

Le site a fait l'objet ces dernières années d'un suivi particulier pour ce qui est :

- de la qualité des eaux souterraines où des hydrocarbures avaient été détectée sans en connaître véritablement l'origine dans les années 2000,
- de l'émission de COV avec un plan de gestion de solvants faisant l'objet d'une inspection annuelle par l'inspection,
- de la réduction de la consommation en eau suite à la prescription et à la réalisation d'une étude eau. L'amélioration de la gestion de l'eau a également été constatée au niveau de l'atelier de traitement de surface sans qu'il ait été possible d'aller jusqu'au rejet nul. Toutefois là aussi le rejet a été grandement limité puisqu'il ne dépasse pas 500m<sup>3</sup>/an ce qui est très faible pour un atelier de traitement de surface.

L'inspection constate que depuis 2002 date de prise d'un arrêté préfectoral relatif à la surveillance de la qualité des eaux souterraines la qualité de ces dernières s'est grandement améliorée, comme en atteste les analyses réalisées deux fois par an en période de hautes et de basses eaux.



Pour ce qui de l'émission des COV l'augmentation importante de production ne s'accompagne pas d'une augmentation notable des rejets, compte tenu que les nouvelles imprimeuses sont plus respectueuses de l'environnement. Par ailleurs l'évaluation des risques sanitaires a permis de conclure à l'absence de risque significatifs même en considérant des hypothèses pénalisantes. Enfin l'usage de vernis à l'eau va permettre de ne plus utiliser environ 300 Tonnes de solvants par an.

Enfin l'étude eau a permis au site de passer de 100 000 m<sup>3</sup> d'eau utilisés par an à 5000 m<sup>3</sup>/an. Elle se'est également accompagnée d'une diminution des rejets de l'atelier de traitement de surface.

## 2. Principaux textes en vigueur auxquels la demande est soumise

Le site est soumis en particulier, compte tenu de ses activités à l'AM du 30 juin 2006 relatif aux ateliers de traitement de surface, à l'arrêté intégré du 2 février 1998 et en particulier pour ce qui est la gestion/émissions des COV.

## 3. Évolution du projet obtenue du demandeur depuis le dépôt du dossier (améliorations, coût), en termes simples et compréhensibles.

Dans le cadre de l'enquête le projet n'a pas subi d'évolution importante compte tenu que l'ensemble des actions visant à réduire l'impact du site ont été réalisées dans les années précédentes en particulier pour ce qui est de l'usage de la ressource eau. Pour les COV la réduction de leur usage à la source permettra de diminuer l'impact du site en la matière.

## 4. Analyse de toutes les questions apparues au cours de la procédure et des principaux enjeux identifiés en terme de prévention des inconvénients et des risques eu égard aux textes, à l'état de l'art, aux meilleures techniques disponibles, à leur coût et à la sensibilité du site, dans le cadre d'une approche intégrée.

Aucune question na été soulevée au cours de l'enquête publique .

Le commissaire enquêteur a posé quelques questions auxquelles l'exploitant a apporté des réponses satisfaisantes. Le commissaire enquêteur a émis un avis favorable même s'il considère qu'une attention particulière devra être apportée aux nuisances sonores.

La DDASS dans un premier temps a soulevé nombre de questions et émis un avis défavorable ( cf supra l'intégralité des questions ont été reprises). Suite aux éléments et compléments de réponse apportés par le pétitionnaire, la DDASS a émis un avis favorable. Il est à noter toutefois que cette dernière insiste sur la nécessité de surveiller l'impact des émissions sonores et demande la réalisation d'une campagne de mesures. **L'inspection partage cette analyse. Ainsi ce point est repris dans le projet d'AP joint puisque une campagne est à réaliser sous six après signature de l'AP puis tous les 5 ans à l'article 9.2.4.**

Le SDIS a émis également trois réserves relatives :

- à la quantité d'eau disponible dans le cas de l'incendie dimensionnant pour les besoins en eau,
- au maintien d'une voie pompier de 4 mètres de large dans la coursive intérieure libre de tout obstacle
- à la possibilité d'ouvrir rapidement les portails donnant rue de la Stéarinnerie.

L'exploitant a répondu aux trois points.

**Ces points sont également partagés et repris sous forme de prescription dans le projet d'AP à l'article 7.2.1.**

## **VII – PROPOSITION DE L'INSPECTION**

Explication du niveau d'exigence proposé pour les principales questions identifiées compte tenu des textes en vigueur, des performances et des coûts des meilleures techniques disponibles, de la sensibilité du milieu en fonction d'une approche intégrée.

1. Les prescriptions (insister sur l'essentiel et renvoyer à la proposition en annexe pour le détail)

Compte tenu de ce qui précède et en particulier des progrès réalisés ces dernières années au niveau des process (eau, efficacité COV, atelier de traitement de surface) l'inspection a proposé dans le projet d'AP de reprendre les prescriptions nationales en terme de rejet et de surveillance des émissions.

2. La maîtrise de l'urbanisation à laquelle est subordonnée la délivrance de l'autorisation (S.U.P., servitudes d'urbanisme)

Sans objet au cas présent.

3. Rappel des informations nécessaires à l'élaboration du plan de secours externe.

Sans objet au cas présent

## **VIII – CONCLUSION - PROPOSITIONS**

Compte tenu des éléments exposés supra (respect des différents textes et en particulier des valeurs réglementaires de rejet) et conformément aux dispositions de l'article R 512-25 du code de l'environnement, le rapporteur propose au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation sollicitée sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral.

L'Inspecteur des Installations Classées



L. EUDES